

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES AFFAIRES DECENTRALISEES

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES

JMG/AG

A R R E T E

N° 950284 du 21 FEV. 1995 portant
prescriptions complémentaires à la Société R.M.B. de
BERGHEIM

LE PREFET DU HAUT-RHIN

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU la loi n° 75663 du 15 juillet 1975 modifiée relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et les textes pris pour son application ;
- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU le tableau modifié, annexé au décret du 20 mai 1953 pris pour l'application de l'article 5 de la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, constituant la nomenclature des Installations Classées ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 931247 du 11 août 1993 autorisant la Société R.M.B. à exploiter une station de transit, de tri et de récupération de déchets banals inertes et non fermentescibles à BERGHEIM ;
- VU le rapport du 13 décembre 1994 de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt chargée de l'inspection des Installations Classées ;
- VU l'avis du 26 janvier 1995 du Conseil Départemental d'Hygiène ;

CONSIDERANT que l'activité de tri et valorisation des déchets rend obligatoire l'existence de stocks temporaires de déchets de manière à transporter les déchets valorisés ou à valoriser par quantité suffisamment importante pour ne pas nuire à l'économie de la valorisation ;

CONSIDERANT que l'arrêté autorisant l'exploitation d'une station de transit de tri et de récupération par la Société R.M.B. ne réglemente pas ces stocks temporaires ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

CONSIDERANT toutefois qu'il convient de prendre toute mesure permettant d'assurer le caractère temporaire de ce stock et notamment d'en limiter le volume ;

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;

A R R E T E

ARTICLE 1er - La Société R.M.B. dont le siège social est route de Rodern à BERGHEIM, autorisée par arrêté préfectoral n° 931247 du 11 août 1994 à exploiter une station de transit, de tri et de récupération de déchets banals, inertes et non fermentescibles devra respecter les prescriptions complémentaires énoncées ci-après.

ARTICLE 2 - Le stockage temporaire de déchets avant tri est limité à 2 000 tonnes sur la surface étanche de la station de transit et de tri.

ARTICLE 3 - Le tonnage global des dépôts des déchets triés et non triés est fixé à un maximum de 7 000 tonnes sur la surface imperméabilisée du site.

ARTICLE 4 - Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt chargé de l'inspection des installations classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de BERGHEIM et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de BERGHEIM pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.



Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :

Christian AULEN

Fait à COLMAR, le 21 FEV. 1995
Le Préfet,

Signé : C. SCHOTT

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative

aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif,

le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur

ou pour l'exploitant,

il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication

de la présente décision.